

APPEL A CANDIDATURE

Session 22 E&P – Avril/Nov 2019

Thématique

Droits des
étrangers

Pays

Grèce - Lesbos

Présentation du programme d'Echanges et Partenariats

Piloté par Echanges et Partenariats et co-animé avec au moins une association en France spécialisée sur une thématique, ce programme est organisé autour des luttes et mobilisations des réseaux de solidarité internationale. Il a pour but à la fois : d'encourager les jeunes générations qui souhaitent se mobiliser à repenser l'espace politique et leur rôle dans cet espace ; de répondre aux demandes de formation des diplômés récents souhaitant exercer leur activité professionnelle future dans les domaines concernant les métiers de la solidarité internationale ; enfin, de développer et renforcer les partenariats entre organisations de la société civile en France, en Europe et à l'international.

Avant de candidater, merci de consulter la rubrique « S'engager » de notre site internet et notamment ces deux pages :

<http://echanges-partenariats.org/le-programme-dechanges/>

<http://echanges-partenariats.org/les-conditions-pour-partir/>

Blog des volontaires E&P : <https://volontaires.echanges-partenariats.org/>

Présentation des organisations partenaires

- Organisation d'envoi : Migreurop

Migreurop est un réseau d'associations, de militant.e.s et de chercheurs et chercheuses présent.e.s dans une vingtaine de pays d'Europe, d'Afrique et du Proche-Orient. Son objectif est de faire connaître et de dénoncer les politiques de mise à l'écart des personnes en migration, en particulier l'enfermement dans des camps, les formes diverses d'expulsion, la fermeture des frontières ainsi que l'externalisation des contrôles migratoires pratiquée par l'Union européenne et ses États-membres. Nous contribuons ainsi à la défense des droits fondamentaux des exilés (dont celui de « quitter tout pays y compris le sien ») et à promouvoir la liberté de circulation et d'installation.

Migreurop participe aux temps de formations comme intervenant lors de la session thématique sur les questions migratoires, ainsi qu'à la période de capitalisation. L'équipe de Migreurop – et des personnes ressources identifiées pour chaque mission parmi les membres du réseau – assure(nt) le suivi des volontaires tout au long de leurs missions.

- Organisation d'accueil : Legal Centre Lesbos

Basé à Mytilène, le Legal Centre Lesbos rassemble des bénévoles, avocat-e-s et interprètes du monde entier qui, par leur travail, expriment leur solidarité avec les réfugiés arrivés à Lesbos. L'objectif du projet est de défendre les droits des migrants et de créer un changement significatif grâce au plaidoyer, aux actions contentieuses et à l'engagement aux côtés des collectifs de réfugiés. Des permanences juridiques sont organisées et permettent d'apporter assistance aux demandeurs d'asile et aux migrants. La récolte d'informations permet en outre de nourrir les communiqués, les rapports sur les droits de l'Homme, ainsi que les stratégies de contentieux.

- Sites Internet

<http://www.migreurop.org/>

<http://www.legalcentreslesbos.org/>

Contexte :

En Grèce, les demandes d'asile en 2017 ont augmenté et s'élevaient à 58 661, soit 8,5% des demandes au sein de toute l'UE¹. Pourtant, le gouvernement grec, sous la pression de la Commission européenne et d'autres Etats membres de l'UE, applique une « politique de confinement », qui maintient en juillet 2018 plus de 17 500 hommes, femmes et enfants sur les îles de la mer Egée et les empêche de rejoindre la Grèce continentale². Il s'agit d'une des conséquences de l'arrangement signé en mars 2016 par l'Union européenne et la Turquie. Deux ans après, des milliers de demandeurs d'asile sont confinés dans des conditions déplorables et sans accès à une protection adéquate ni à des services de base. Et ce, alors que la majorité des États membres ont suspendu depuis 2015 les renvois au titre du Règlement européen Dublin vers la Grèce, et que le gouvernement grec contourne une décision de justice sanctionnant le confinement des exilé-e-s sur les îles de la mer Égée (à la suite d'un recours du Greek Council for Refugees, le Conseil d'État, plus haute juridiction administrative en Grèce, s'était prononcé en avril 2018 contre les limitations à la libre circulation imposées depuis l'entrée en vigueur du pacte UE-Turquie en mars 2016 aux arrivants sur les îles grecques).

Pour celles et ceux qui sont prisonniers des hotspots - le « modèle » de camps que certains voudraient exporter hors de l'Union européenne - et qui dénoncent leurs conditions de vie, la Grèce tente de les bâillonner et de réprimer toute manifestation/mobilisation, en multipliant les poursuites et les arrestations. Ces dernières ont donné lieu à des procès, qui ont été suivis par le Legal Centre de Lesbos et par des observateurs internationaux, parmi lesquels Migreurop.

Par ailleurs, les tentatives de confinement s'accompagnent d'opérations d'expulsion et de refoulement menées dans la plus grande illégalité. Des policiers cagoulés, garde-frontières ou commandos paramilitaires arrêtent les réfugiés et les refoulent vers la Turquie à travers Evros (frontière fluviale entre la Grèce et la Turquie). Aussi, des milices issues de mouvements d'extrême droite et groupements identitaires s'attaquent aux migrant-e-s et organisent des pogroms, encouragés par les propos néfastes des gouvernants.

De graves violations de droits humains ont par ailleurs été dénoncées dans les lieux de confinement (*hotspots*, commissariats, postes de contrôle frontalier).

Objectifs de la mission :

Le/La volontaire sera chargé-e de :

- Participer aux actions de solidarité de la structure d'accueil
- Participer à la collecte d'informations sur les hotspots et la situation des personnes en migration en Grèce et à ses frontières (entretiens, documentation...) en relation avec le contexte européen dans le but d'alimenter des campagnes/outils de sensibilisation
- Identifier les mouvements/associations/syndicats, nouveaux ou anciens, formels ou informels, engagés dans des processus de transformation sociale au niveau local, régional ou international
- Rencontrer les acteurs de la société civile travaillant sur les droits des personnes migrantes et la liberté de circulation et les mettre en lien avec des membres et partenaires du réseau Migreurop
- Identifier et participer à des initiatives d'accueil des exilé-e-s y compris celles portées par des citoyen-ne-s solidaires
- Sensibiliser le grand public sur les questions migratoires en Grèce et en Europe, notamment via l'alimentation du blog des volontaires
- Participer aux observations d'audience des personnes en migration

¹ Greek Council for Refugees : <http://www.asylumineurope.org/reports/country/greece>

² Dont 14.567 sont tassés dans des hotspots dont la capacité d'accueil globale ne dépasse pas les 6.338 personnes.

Profil

Compétences :

- Forte motivation, intérêt pour les domaines de la Solidarité Internationale et des droits des migrant-e-s
- Connaissances du droit, et des politiques migratoires et d'asile européennes
- Une connaissance du tissu associatif et militant français et grec et l'expérience/engagement associatif sont un plus
- Autonomie et qualités d'organisation
- Capacité de travail en réseau/à distance
- Bonne capacité rédactionnelle
- Maîtrise des logiciels bureautiques et internet

Langues :

- Bon niveau de français (oral, écrit)
- Bon niveau d'anglais (oral, écrit)

Requis :

- 23 ans minimum
- Profil juridique

Calendrier

Préparation au départ à Paris : du 1^e au 26 avril 2019

Terrain : de mai à début octobre 2019 (5 mois)

Capitalisation au retour à Paris : du 10 octobre au 5 novembre 2019

Statut

Les missions sont proposées dans le cadre du programme européen Erasmus Plus Formation professionnelle

Statut

Stagiaire de la formation professionnelle

Eligibilité

Sont éligibles les jeunes diplômé.e.s de moins d'un an et les demandeurs d'emploi

Indemnités

Selon taux applicables du programme Erasmus Plus 2018

Environ 750 euros par mois de terrain (5 mois). Périodes de formation et de capitalisation non indemnisées par le programme Erasmus Plus

Forfait pour le transport selon distance kilométrique : environ 275 euros forfaitaire (pour l'aller et le retour)

Indemnités compatibles avec les indemnités Pôle emploi, le RSA etc.

Contact

Si vous êtes intéressée.e par cette mission, merci d'envoyer votre CV et lettre de motivation, en précisant en objet le thème et le pays, à info@echanges-partenariats.org